

POUR QUE L'USINE VIVE, IL FAUT UNE EMBAUCHE POUR CHAQUE DÉPART !

Remise des pétitions sur la prime de 500 € et l'arrêt du blocage des salaires

La CGT a remis les 1674 pétitions à la direction du site lors de la réunion CE. Nous avons fait la déclaration suivante :

« Près de 1700 salariés ont signé la pétition pour réclamer le paiement en une seule fois et dès le mois de décembre de la prime de 500 €. Car pour le moment, après le versement des 138 €, nous ne savons pas quand nous toucherons le reste, ni quel en sera le montant.

Ou plutôt nous savons que la direction de PSA a annoncé une prime de 400 à 500 € brut, avec un 2^e versement en avril. Ce n'est pas ce qui avait été annoncé au départ et les salariés ont besoin de cette prime maintenant, pas dans 6 mois ! Et elle doit être versée à tous les salariés présents, quel que soit leur contrat (CDI, CDD, intérimaires) : tous ceux qui fabriquent les bénéfices de PSA ont le droit d'en avoir un retour.

À travers cette pétition, les salariés réclament aussi l'arrêt du blocage des salaires. Car le véritable problème aujourd'hui, au-delà de la prime, c'est les salaires. En 2 ans, sur un salaire de 1500 € net, le blocage représente une perte totale de près de 1 300 €.

Cette prime, qui n'atteindra même pas 500 €, n'est donc qu'un acompte de ce que PSA nous doit. C'est une petite partie de ce que PSA nous a volé sur notre salaire, sans compter la baisse des majorations d'heures supplémentaires, la suppression de la PEG, la baisse des ACCAC, la baisse de l'indemnisation du chômage partiel, autant d'attaques issues du NCS et qui font baisser notre salaire.

Alors que les ventes de PSA augmentent et que l'entreprise annonce des bénéfices, toutes ces mesures du NCS doivent être annulées.

Non seulement le blocage des salaires doit s'arrêter, mais nos salaires doivent être augmentés pour rattraper ce qui a été perdu. Aucun salarié n'a vu les prix être bloqués depuis 2 ans dans les magasins. La direction PSA doit ouvrir le plus vite possible les négociations salariales, c'est aussi une réclamation des salariés à travers cette pétition. »

NCS
Nuit Carrément à mon Salaire

Des centaines de suppressions d'emplois annoncées

Alors qu'on continue à nous vendre le Nouveau Contrat antiSocial comme le sauveur de nos emplois, c'est tout le contraire qui se passe.

Depuis la signature de cet accord il y a un an, 793 emplois ont été supprimés à Mulhouse ! Nous sommes passés sous la barre des 7 000 CDI.

Et la direction annonce qu'elle ne va pas s'arrêter là : elle prévoit 321 départs « volontaires » pour 2015 à Mulhouse, qui ne sont rien d'autre que des suppressions d'emplois car elle dit clairement qu'il n'y aura aucune embauche en CDI en contrepartie.

Anciens convoqués et reconvoqués, courriers remis en main propre à ceux qui ont un métier « sensible », briefings où on nous rabâche qu'on est en sureffectif : ça ce n'est pas du volontariat, ce sont des pressions, une véritable guerre psychologique pour déstabiliser et dégoûter le plus de salariés possible.

Sans embauches en CDI, le congé senior et les départ prétendument volontaires sont une véritable machine à vider l'usine !

Au CCE du 24 novembre

La direction PSA a annoncé l'extension aux usines de Poissy et de Saint-Ouen du congé sénior de Rennes (départ 5 ans avant la retraite au lieu de 3 ans maxi).

Ce n'est pas une vraie préretraite pour l'ensemble du Groupe. Pour l'instant, c'est l'annonce d'un plan

Pour un véritable avenir pour l'usine, exigeons :

- ✓ **L'arrêt des suppressions d'emplois**
- ✓ **Une embauche en CDI pour un départ**
- ✓ **L'embauche en CDI des intérimaires et CDD**

1,2 milliard € pris dans nos poches

Alors que les salariés des secteurs C4/DS4 auront chômé 16 jours sur le dernier trimestre et que 2 jours de chômage sont annoncés les 5 et 6 janvier, la direction prévoit 2 samedis travaillés les 17 et 31 janvier au système 1 ! Il en est de même dans plusieurs secteurs de PMM et de Mécanique : après le chômage de la fin de l'année, des heures supplémentaires (non payées) sont prévues en janvier.

De nombreux salariés se demandent où est la logique dans cette alternance de chômage et d'heures supplémentaires. La direction l'annonce clairement : elle gagne beaucoup d'argent en faisant cela.

- **Directement en nous volant sur notre salaire en cas de chômage (ou en nous faisant faire des samedis non payés, pour qu'on se paye ensuite le chômage) ;**
- **Indirectement à travers nos impôts, car PSA reçoit de l'argent des caisses de l'Etat pour chaque heure chômée : 7,23 € par heure et par salarié.**

Exemple: pour une journée de chômage, alors qu'on perd environ 14 € sur notre salaire, PSA touche :

- Au système 1 : 21 300 € (7,23 € x 7 heures x 421 salariés)
- Au système 2 : 49 500 € (7,23 € x 7 heures x 977 salariés)

préparé depuis longtemps du vidage d'usines choisies par PSA : Rennes – Poissy – St Ouen.

Si cette annonce peut répondre à une demande des salariés anciens de partir plus tôt (s'ils peuvent vivre avec 1400€ net par mois jusqu'à la retraite !), elle s'apparente à une tentative de suppression massive d'emplois dans les usines de Poissy et de St Ouen, suite à celle de Rennes qui ne tourne plus qu'en une seule équipe sur une seule ligne de production... et qui continue à chômer !

PSA nous met au chômage pour diminuer ses stocks, pas pour une raison de baisse des ventes. Car moins de stocks signifie notamment moins d'impôts en fin d'année, quitte à nous faire perdre de l'argent tous les mois avec l'AP !

Quant aux samedis travaillés et aux overtime imposés, là aussi c'est tout bénéfice : c'est des voitures en plus pour PSA, et peu de salaire à déboursier grâce à la modulation. Selon la direction, grâce à cette combine le gain pour PSA s'est monté à 1,2 milliard € en 2014 !

Ce n'est pas à nous de faire les frais de leur magouille fiscale, ni par du salaire en moins en cas de chômage, ni par des samedis pas payés. Faisons-nous entendre !

3500 € par salarié

Sur chaque voiture produite cette année à Mulhouse, la direction a économisé 100 €. Cela fait un gain de 25,3 millions €, soit 3 500 € par salarié.

Ces économies, ils les font en bloquant nos salaires, en baissant nos primes, en nous faisant travailler à moins nombreux : il faut en finir avec ce NCS !

Congés 2015

Lors d'une réunion sur les congés à Paris, la direction a annoncé que Mulhouse s'arrêterait 4 semaines en été pour les travaux de la plateforme EMP2. Mais rien n'est encore défini et la direction n'est pas pressée de fixer nos dates de congés. À suivre...